



# Atelier national de restitution de la 3<sup>ème</sup> édition de la caravane de l'agroécologie

*Avec le soutien financier de*



*Nos membres*





<b>Table des matières</b>	
<b>Introduction</b> .....	<b>2</b>
<b>Cadrage politique et institutionnel de la transition agroécologique</b> .....	<b>2</b>
<b>Démarche de l’atelier</b> .....	<b>3</b>
<b>Résultats des travaux</b> .....	<b>4</b>
<b>I. Semences, biofertilisants, bioprotecteurs et énergies renouvelables</b> .....	<b>4</b>
<b>II. Formation, accompagnement, politiques publiques et dynamiques organisationnelles</b> ..	<b>5</b>
<b>IV. Gestion des ressources naturelles : eau, foncier et forêts</b> .....	<b>6</b>
<b>V. Production animale et pêche durable</b> .....	<b>7</b>
<b>VI. Éléments saillants des échanges en plénière et des panels</b> .....	<b>7</b>
<b>1. Panel : Vers l’adoption de la Stratégie Nationale de Transition Agroécologique (SNTAE)</b> .	<b>7</b>
2. Territorialisation de l’agroécologie et dynamiques DyTAEL .....	<b>9</b>
3. Entrepreneuriat, recherche et innovation au service de la résilience .....	<b>9</b>
4. Focus thématique : gestion territoriale des ressources en eau .....	<b>9</b>
<b>VII. Enseignements et perspectives vers Désertif’actions 2026 et la COP17</b> .....	<b>10</b>
1. Enseignements majeurs .....	<b>10</b>
2. Messages prioritaires pour le plaidoyer international .....	<b>10</b>
3. Alignement avec l’UNCCD et le sommet Désertif’actions .....	<b>10</b>
4. Feuille de route nationale .....	<b>10</b>
<b>Conclusion</b> .....	<b>11</b>
<b>Annexes : Résultats des travaux de groupe</b> .....	<b>12</b>
.....	<b>15</b>



## Introduction

Les 16 et 17 septembre 2025, la Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal (DyTAES) a organisé au Grand Théâtre de Dakar l'atelier national de restitution de la troisième édition de la [Caravane de l'agroécologie](#). Cette rencontre a rassemblé près de 170 participants venus de l'ensemble du territoire national, représentant les Dynamiques pour une Transition Agroécologique Locale (DyTAEL), les organisations paysannes, la recherche, la société civile, les collectivités territoriales, les services de l'État ainsi que plusieurs partenaires techniques et financiers.

Cet atelier s'inscrit dans la continuité de la Caravane nationale de l'agroécologie organisée du 5 au 25 mai 2025 à travers les quatorze régions du Sénégal, en vingt-trois étapes de consultation territoriale ayant mobilisé plus de 1700 acteurs issus de 752 organisations. Conduite conjointement par la DyTAES et le Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage (MASAE), avec l'appui du Secrétariat d'État aux Coopératives et à l'Encadrement Paysan (SE-CEP) et des DyTAEL, cette caravane a constitué un espace de dialogue national visant à recueillir les expériences, attentes et propositions des acteurs engagés dans la transition agroécologique.

L'atelier de restitution avait pour objectif de consolider les enseignements issus des territoires, de valider collectivement les recommandations formulées lors de la caravane et de renforcer leur contribution au processus d'élaboration de la Stratégie nationale de transition agroécologique (SNTAE). Il a également permis de préparer les contributions des acteurs sénégalais aux échéances nationales et internationales liées à la transition agroécologique et à la lutte contre la désertification, notamment le sommet Désertif'actions 2026 et la COP17 de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Au-delà de la restitution des résultats, cette rencontre a constitué un moment stratégique de dialogue entre communautés rurales, organisations de la société civile, chercheurs et décideurs publics. Les débats ont permis d'identifier les principaux défis auxquels font face les territoires – dégradation des ressources naturelles, pression foncière, accès inégal à l'eau productive, dépendance aux intrants chimiques et vulnérabilité croissante aux sécheresses – tout en mettant en lumière les innovations et dynamiques locales portées par les acteurs de l'agroécologie.

### Cadrement politique et institutionnel de la transition agroécologique

La cérémonie d'ouverture, modérée par Dr Laure Tall, directrice exécutive de l'IPAR et membre du comité technique de la DyTAES, a mis en évidence la convergence croissante entre les dynamiques citoyennes et les politiques publiques en matière de transition agroécologique.

Prenant la parole au nom de la DyTAES, Jean-Michel Sène, secrétaire exécutif d'Enda Pronat, a rappelé que la [Caravane de l'agroécologie](#) constitue l'un des principaux instruments de dialogue entre les communautés rurales et les décideurs publics. Il a souligné que cette troisième édition marque une étape importante dans la marche vers l'institutionnalisation de



l'agroécologie au Sénégal. Les consultations territoriales ont permis de faire émerger un ensemble de propositions concrètes issues des producteurs, des femmes, des jeunes, des chercheurs et des collectivités locales, confirmant que l'agroécologie constitue une réponse globale aux défis climatiques, environnementaux et alimentaires.

Intervenant au nom des organisations paysannes, Abdul Aziz Badji, secrétaire général de la FONGS, a mis en avant le rôle central des exploitations familiales dans les systèmes alimentaires sénégalais. Selon lui, ces exploitations constituent le socle de la sécurité alimentaire nationale et doivent être pleinement reconnues comme les principaux acteurs de la transition agroécologique.

Les collectivités territoriales ont également exprimé leur engagement dans cette dynamique. Hamidou Diop, maire de Ndrané Escalé et secrétaire général du Réseau des villes et communes vertes et écologiques du Sénégal (REVES), a souligné l'importance de l'implication des communes dans la promotion de pratiques agricoles durables et dans la sensibilisation des populations aux risques liés à l'usage excessif des pesticides.

Clôture de la cérémonie d'ouverture, le Secrétaire d'État aux Coopératives et à l'Encadrement Paysan, Dr Alpha Ba, a réaffirmé la volonté de l'État de construire la Stratégie Nationale de Transition Agroécologique de manière inclusive. Il a indiqué que les résultats de la caravane et les contributions des acteurs réunis lors de cet atelier serviront de base à l'élaboration de cette stratégie, en cohérence avec la vision Sénégal Horizon 2050.

### Démarche de l'atelier

L'atelier s'est déroulé selon une approche participative combinant sessions plénières, travaux de groupes thématiques et restitutions collectives. Cette méthodologie a permis de favoriser l'expression des acteurs issus des territoires tout en consolidant les propositions issues de la caravane.

Cinq groupes thématiques ont été constitués afin d'analyser et de prioriser les recommandations :

- Semences, biofertilisants, bioprotecteurs et énergies renouvelables
- Transformation, commercialisation, nutrition et consommation
- Formation, accompagnement, politiques publiques et dynamiques organisationnelles
- Gestion des ressources naturelles (eau, foncier et forêts)
- Production animale et pêche durable

Chaque groupe avait pour mission de valider les recommandations issues de la caravane, d'identifier les priorités stratégiques et de formuler des propositions opérationnelles pour accompagner la transition agroécologique dans les territoires ;

Chaque groupe avait un **rapporteur**, chargé de renseigner en temps réel les conclusions dans le **canevas collaboratif du drive de la DyTAES**, en mode suivi des modifications, afin d'assurer la traçabilité des propositions et leur intégration dans le rapport final.



## Résultats des travaux

Les travaux de groupes ont constitué un moment central de l'atelier, permettant aux participants de valider et d'enrichir les recommandations issues de la [Caravane de l'agroécologie](#). Chaque groupe thématique avait pour mission d'examiner les propositions formulées lors des consultations territoriales et d'identifier trois recommandations prioritaires susceptibles d'alimenter l'élaboration de la Stratégie nationale de transition agroécologique.

Les recommandations présentées ci-dessous correspondent aux priorités identifiées collectivement par les participants lors des travaux de groupe. L'ensemble des recommandations détaillées issues de la caravane figure en **annexe du présent rapport**.

### I. Semences, biofertilisants, bioprotecteurs et énergies renouvelables

**Animatrice : Khady Diagne (Swisscontact)**

**Rapporteur : Sidy Tounkara (IPAR)**

Les discussions de ce groupe ont mis en évidence l'importance stratégique des intrants productifs et des innovations techniques dans la transition agroécologique. Les participants ont insisté sur la nécessité de renforcer la souveraineté semencière à travers **la promotion des semences paysannes adaptées** aux conditions locales et la mise en place **d'unités de multiplication gérées par les producteurs**.

La **valorisation des biofertilisants** constitue également un levier majeur pour **réduire la dépendance aux intrants chimiques**. Les participants ont recommandé le **développement d'unités locales de production d'engrais organiques et de compost**, ainsi que la **mise en place d'un cadre normatif** permettant d'assurer la qualité des intrants biologiques.

Concernant les bioprotecteurs, l'accent a été mis sur la formation des producteurs à la fabrication et à l'utilisation de solutions naturelles de protection des cultures, ainsi que sur le renforcement du contrôle des intrants chimiques.

Ainsi les recommandations priorisées figurent :

- le renforcement de la recherche-action et de l'autoproduction de semences paysannes adaptées aux conditions pédoclimatiques locales, avec la mise en place d'unités locales de multiplication gérées par les producteurs ;
- la reconnaissance légale et la protection du patrimoine génétique à travers l'homologation et la labellisation des semences paysannes ;
- le développement d'unités locales de production de biofertilisants et d'engrais organiques afin de réduire la dépendance aux intrants chimiques.

Les participants ont également souligné l'importance de renforcer la formation des producteurs à la fabrication de bioprotecteurs et de développer des mécanismes de contrôle de l'usage des intrants chimiques.



Les discussions ont également souligné le potentiel des énergies renouvelables dans les systèmes agroécologiques, notamment à travers **l'utilisation de systèmes solaires pour l'accès à l'eau agricole et la valorisation des sous-produits agricoles en biogaz.**

## **II. Formation, accompagnement, politiques publiques et dynamiques organisationnelles**

**Animatrice : Yaye Mbayang Touré (FONGS)**

**Rapporteuse : Anna Veillon (Enda Pronat)**

Les discussions ont souligné l'importance du renforcement des capacités des producteurs et productrices en matière de pratiques agroécologiques. La formation technique, la diffusion des connaissances et l'accompagnement des acteurs dans les territoires apparaissent comme des conditions essentielles pour soutenir l'adoption des pratiques agroécologiques.

Les participants ont également insisté sur la nécessité de renforcer l'implication des jeunes et des femmes dans les dynamiques agroécologiques, notamment à travers des programmes d'accompagnement et de formation adaptés.

L'intégration de l'agroécologie dans les curricula des établissements de formation agricole et universitaire a été identifiée comme une priorité.

Les recommandations prioritaires portent notamment sur :

- le renforcement des capacités des producteurs sur les pratiques agroécologiques ;
- l'accompagnement spécifique des jeunes et des femmes dans les filières agroécologiques ;
- l'intégration de l'agroécologie dans les curricula des établissements d'enseignement agricole et universitaire.

Les participants ont également plaidé pour la création d'un fonds d'investissement dédié à l'agroécologie afin de soutenir les initiatives locales.

Enfin, les discussions ont mis en évidence le rôle stratégique des DyTAEL dans la territorialisation de la transition agroécologique et dans la structuration des dynamiques organisationnelles locales.

## **III. Transformation, commercialisation, nutrition et consommation**

**Animatrice : Khady Ndoye (Cicodev)**

**Rapporteur : Mohammed Ba (FONGS)**

Les échanges ont mis en évidence l'importance de renforcer les chaînes de valeur agroécologiques afin d'améliorer la rentabilité économique des productions locales.

Les participants ont souligné la nécessité de développer des unités locales de transformation et de stockage afin de réduire les pertes post-récolte et d'augmenter la valeur ajoutée des produits agricoles.



La structuration des circuits de commercialisation constitue également un enjeu majeur. La création de labels pour les produits agroécologiques et l'ouverture des marchés institutionnels aux produits locaux ont été identifiées comme des leviers importants pour soutenir les producteurs.

Les participants ont également insisté sur la nécessité de sensibiliser les consommateurs à l'importance d'une alimentation saine, durable et fondée sur la consommation de produits locaux.

En somme, les échanges ont mis en évidence la nécessité de renforcer les chaînes de valeur agroécologiques afin d'assurer la viabilité économique des systèmes de production.

Les recommandations prioritaires identifiées incluent :

- le développement d'unités locales de transformation, de conditionnement et de stockage des produits agroécologiques ;
- la création de labels pour les produits agroécologiques et biologiques afin d'améliorer leur visibilité sur les marchés ;
- l'ouverture des marchés institutionnels aux produits agroécologiques à travers les commandes publiques (cantines scolaires, hôpitaux, universités, etc.).

Les participants ont également insisté sur l'importance de renforcer la sensibilisation des consommateurs à la consommation de produits locaux et à l'adoption de régimes alimentaires sains et durables.

#### **IV. Gestion des ressources naturelles : eau, foncier et forêts**

**Animateur : Mamadou Abdoulaye Sow (Enda Pronat)**

**Rapporteur : Paul Ndiaga Ciss (IPAR)**

Les travaux de ce groupe ont mis en évidence les liens étroits entre la gestion durable des ressources naturelles et la résilience des systèmes agricoles.

La question foncière a été identifiée comme un enjeu central pour la transition agroécologique. Les participants ont souligné l'importance de finaliser la réforme foncière et de renforcer la sécurisation des terres agricoles.

La restauration des écosystèmes forestiers et la promotion de l'agroforesterie ont également été identifiées comme des priorités pour lutter contre la dégradation des terres.

Concernant l'eau productive, les participants ont insisté sur la nécessité de développer des infrastructures hydrauliques adaptées, de promouvoir des techniques agricoles économes en eau et de renforcer la gestion intégrée des ressources hydriques.

Globalement les échanges ont souligné l'importance de la sécurisation foncière et de la gestion durable des ressources naturelles pour renforcer la résilience des systèmes agricoles.

Les recommandations priorisées incluent :



- la finalisation de la réforme foncière et la révision de la loi sur le domaine national à travers des consultations citoyennes inclusives ;
- la promotion de l'agroforesterie et la restauration des écosystèmes forestiers ;
- le renforcement de l'accès à l'eau productive et la promotion de la gestion intégrée des ressources en eau.

## V. Production animale et pêche durable

**Animateur : Raphaël Belmin (Cirad)**

**Rapporteur : Michael Diedhiou (CNCR)**

Les discussions ont porté sur les enjeux liés à la durabilité des systèmes d'élevage et de pêche.

Les participants ont souligné la nécessité de sécuriser les espaces pastoraux et de renforcer les infrastructures destinées à l'élevage afin de garantir la mobilité du bétail et de prévenir les conflits d'usage.

L'intégration agriculture-élevage a été identifiée comme un levier important pour améliorer la fertilité des sols grâce à la valorisation des déjections animales.

Dans le secteur halieutique, les participants ont mis en avant le potentiel de la pisciculture comme alternative durable pour réduire la pression sur les ressources marines.

Les recommandations prioritaires portent notamment sur :

- la sécurisation des espaces pastoraux et la mise en place d'infrastructures adaptées pour l'élevage ;
- la promotion de l'intégration agriculture-élevage ;
- le développement de la pisciculture durable comme alternative à la pression sur les ressources halieutiques.

## VI. Éléments saillants des échanges en plénière et des panels

Au-delà des travaux en groupes thématiques, l'atelier a été marqué par des échanges riches en plénière, des retours d'expérience et des éclairages techniques. Ces contributions ont permis de préciser les enjeux de l'adoption d'une stratégie nationale d'agroécologie et sa territorialisation, de la préparation des JAES 2026 et Désertif'actions 2026 et de la mise en œuvre de la CNULCD au Sénégal.

### 1. Panel : Vers l'adoption de la Stratégie Nationale de Transition Agroécologique (SNTAE)

Un panel de discussion consacré aux perspectives d'élaboration de la Stratégie nationale de transition agroécologique (SNTAE) a constitué l'un des moments clés de la première journée de l'atelier. La session était modérée par **M. Iba Mar Faye**, membre du comité technique de la DyTAES et représentant du Gret au Sénégal, et a réuni comme panélistes **Dr Oumar Seydi**, coordinateur du processus SNTAE à la Direction de l'horticulture du Ministère de l'Agriculture,



de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage et **Dr Astou Diao Camara**, directrice du Bureau d'Analyse Macro-Économique de l'ISRA (ISRA-BAME).

Introduisant les échanges, Iba Mar Faye a rappelé que la dynamique engagée autour de l'agroécologie au Sénégal s'inscrit dans une tradition de dialogue politique associant les organisations de la société civile, les organisations paysannes, la recherche et les institutions publiques. Selon lui, la caravane de l'agroécologie et les consultations territoriales menées par la DyTAES constituent une contribution essentielle pour nourrir l'élaboration de la future stratégie nationale.

Prenant la parole au nom du MASAE, **Oumar Seydi** a souligné que l'agriculture sénégalaise fait face à de multiples contraintes, notamment la dégradation des sols, la perte de biodiversité, l'insécurité alimentaire et les effets du changement climatique. Ces dynamiques fragilisent la capacité du pays à atteindre ses objectifs de souveraineté alimentaire. Dans ce contexte, la transition agroécologique apparaît comme une voie stratégique pour produire de manière durable tout en préservant les ressources naturelles.

Il a rappelé que la DyTAES joue depuis plusieurs années un rôle moteur dans le plaidoyer pour l'agroécologie, notamment en contribuant à l'intégration des intrants organiques dans les politiques de subvention agricole. Les réflexions engagées autour de la SNTAE visent désormais à structurer une vision cohérente et intégrée des politiques publiques en matière d'agroécologie.

Le processus d'élaboration de la stratégie a déjà franchi plusieurs étapes importantes, notamment la mise en place d'un cadre de concertation élargi réunissant les services techniques de l'État, les organisations de la société civile, les organisations paysannes et les partenaires techniques et financiers. Le Ministère de l'Environnement et de la Transition Ecologique coporte avec le MASAE institutionnellement ce processus afin de garantir la cohérence entre les politiques agricoles et les stratégies nationales d'adaptation aux changements climatiques.

Intervenant au nom de la recherche, **Astou Diao Camara** a insisté sur la nécessité de construire une stratégie véritablement inclusive et multisectorielle. Elle a rappelé que les réflexions autour de la SNTAE ont été engagées dès les cinq ans de la DyTAES et qu'elles reposent sur une forte mobilisation des acteurs du terrain.

Selon elle, l'enjeu principal consiste à éviter que la stratégie ne devienne un document supplémentaire dans un paysage déjà riche en politiques et programmes. La SNTAE devra au contraire permettre d'articuler les différentes initiatives existantes, notamment celles liées à la gestion durable des terres, à l'adaptation aux changements climatiques et à la souveraineté alimentaire.

Elle a également souligné l'importance d'aligner la stratégie avec les politiques nationales existantes, notamment la révision de la LOASP et les engagements internationaux du Sénégal. Dans cette perspective, les consultations territoriales menées dans le cadre de la caravane constituent une base précieuse pour identifier les priorités des communautés rurales.



Les échanges avec les participants ont confirmé l'importance d'un processus inclusif et participatif pour garantir la pertinence et l'appropriation de la stratégie. Les intervenants ont ainsi insisté sur la nécessité de poursuivre les concertations avec les acteurs des territoires et de définir un dispositif de gouvernance clair pour piloter l'élaboration et la mise en œuvre de la SNTAE.

## 2. Territorialisation de l'agroécologie et dynamiques DyTAEL

Les interventions des DyTAEL ont mis en évidence l'importance de la territorialisation de la transition agroécologique et du rôle central des collectivités territoriales. La DyTAEL de Fatick a rappelé que la pérennisation des actions passe par une appropriation des collectivités locales, illustrée par la signature d'une charte d'engagement par les 17 maires du département et la désignation d'élus référents au sein de la DyTAEL. Plusieurs DyTAEL ont également proposé de multiplier les jumelages et partenariats inter-DyTAEL pour renforcer le maillage territorial. Des problématiques de gouvernance et de sécurité ont été soulevées, notamment le vol récurrent de bétail dans les Niayes, avec des propositions d'innovation comme l'identification des animaux par puces. Enfin, les participants ont appelé à une politique plus ambitieuse de promotion du consommateur local dans toutes les rencontres et événements officiels de l'État.

## 3. Entrepreneuriat, recherche et innovation au service de la résilience

Les débats ont mis en lumière le rôle stratégique de l'entrepreneuriat agroécologique et de la recherche dans la transformation des systèmes productifs. Il a été proposé d'organiser des hackathons et concours d'innovation pour identifier, rendre visible et accompagner les entrepreneurs de l'agroécologie dans chaque DyTAEL. Sur la pisciculture, plusieurs acteurs ont mis en avant le potentiel de diversification et le manque d'équipements et d'aliments adaptés, plaidant pour le développement de l'entomoculture. En matière de santé animale, les priorités portent sur le calendrier vaccinal, la clarification des notions de divagation et de mobilité pastorale dans le futur code pastoral, et la lutte contre le vol de bétail. Les chercheurs ont insisté sur la faiblesse des financements nationaux pour la recherche appliquée et recommandé la mise en place de programmes de recherche pluriannuels alignés sur les priorités territoriales.

## 4. Focus thématique : gestion territoriale des ressources en eau

Un panel dédié à la gestion territoriale des ressources en eau a ensuite été organisé, modéré par Mme Khadidiatou Ba (PSEAU). Il réunissait Mme Mame Tacko Diankha de la DGPRE (Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement), M. Oumar Dieng du GRET, et M. Ansoumana Bodian, enseignant-chercheur à l'Université Gaston Berger (UGB). Les échanges ont porté sur les principales pressions sur les ressources en eau, les risques de sécheresse et les stratégies d'adaptation. Le panel a souligné la croissance rapide des prélèvements d'eau, la surexploitation des nappes et les conflits d'usage dans les zones agricoles et industrielles. Les chercheurs ont insisté sur le manque de données hydrologiques fiables et la nécessité de développer des recherches à long terme sur la sécheresse. Le GRET a partagé son expérience dans les Niayes, illustrant la mise en place de comités communaux de l'eau et de plateformes locales multi-acteurs. Les participants ont plaidé pour plus de transparence sur les volumes



d'eau prélevés, une distinction claire entre usages domestiques et agricoles, et une meilleure coordination des plateformes existantes.

## VII. Enseignements et perspectives vers Désertif'actions 2026 et la COP17

### 1. Enseignements majeurs

La résilience territoriale s'appuie sur la sécurisation foncière, la gestion durable des ressources naturelles et la planification intercommunale. Les filières agroécologiques locales constituent un moteur d'emploi et de souveraineté alimentaire. Les innovations paysannes et la formation continue sont des leviers de transformation durable.

### 2. Messages prioritaires pour le plaidoyer international

Les acteurs sénégalais porteront à Désertif'actions 2026 : la reconnaissance de l'agroécologie comme réponse systémique aux sécheresses, la création d'un fonds africain pour la résilience agroécologique, la sécurisation des terres et de l'eau comme biens communs, et la promotion d'une gouvernance inclusive fondée sur la participation des collectivités et de la société civile.

### 3. Alignement avec l'UNCCD et le sommet Désertif'actions

La key note introductive à Désertif'actions a été présentée par Mme Sana Diop Dieng, Directrice de Tree Aid Sénégal, et modérée par M. Iba Mar Faye, du GRET et membre du Comité technique (CT) de la DyTAES. Les interventions ont replacé les travaux dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (UNCCD) et du processus Désertif'actions. Les participants ont été rappelés au rôle de la COP Désertification, dont la prochaine édition se tiendra en Mongolie en décembre 2026. Le sommet Désertif'actions, porté par l'ONG CARI, a été présenté comme un espace de dialogue multi-acteurs. Le travail conduit par la DyTAES à travers la caravane et l'atelier national a été reconnu comme une contribution majeure à ce processus, avec un niveau élevé de recommandations. Les quatre axes structurants ont été rappelés : (1) transformation agroécologique, (2) mobilité pastorale, (3) gestion durable de l'eau, (4) appui aux autorités locales. Les recommandations issues de la caravane seront reclassées selon ces axes pour alimenter la position nationale du Sénégal à Désertif'actions 2026 et à la COP17. Les participants ont aussi souligné l'importance de la participation des peuples autochtones, de l'interface science-politique et de la dimension éducative, tout en rappelant que la mise en œuvre des conventions internationales doit être portée par les États et les communautés.

### 4. Feuille de route nationale

Le Sénégal, à travers la DyTAES et le MASAE, s'engage à finaliser la Stratégie Nationale d'Agroécologie, mettre en œuvre un mécanisme de financement dédié, poursuivre la structuration des DyTAEL et assurer le suivi des indicateurs clés de performance.

L'atelier Désertif'action Sénégal 2025 a consolidé un diagnostic partagé et dégagé des priorités opérationnelles pour la résilience des territoires. Il a confirmé la maturité des acteurs sénégalais dans la construction d'une voix nationale concertée sur la lutte contre la désertification, la gestion durable des ressources et la transition agroécologique.



## Conclusion

L'atelier national de restitution de la caravane de l'agroécologie 2025 a constitué une étape importante dans la consolidation de la dynamique nationale portée par la DyTAES en faveur de la transition agroécologique.

Les échanges ont confirmé la pertinence de l'approche territoriale de la DyTAES, fondée sur la mobilisation des acteurs locaux, la valorisation des initiatives communautaires et le dialogue avec les institutions publiques.

Les recommandations issues de la caravane et validées lors de cet atelier constituent une contribution majeure au processus d'élaboration de la Stratégie nationale de transition agroécologique. Elles témoignent de la richesse des expériences développées dans les territoires et de la volonté des acteurs de construire des systèmes agricoles et alimentaires durables.

Dans la perspective des prochaines étapes du processus, ces travaux contribueront à alimenter les concertations nationales prévues pour finaliser la SNTAE et définir les modalités de sa mise en œuvre.

Par ailleurs, les résultats de cet atelier serviront également de base aux contributions du Sénégal aux grandes échéances internationales liées à la transition agroécologique et à la lutte contre la désertification, notamment le sommet Désertif'actions et la COP17 de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Enfin, les dynamiques engagées dans les territoires se poursuivront dans la perspective des **Journées de l'Agroécologie du Sénégal (JAES) prévues en 2026**, qui constitueront un moment majeur de mobilisation nationale pour promouvoir l'agroécologie, valoriser les initiatives locales et renforcer le dialogue entre les acteurs de tous les secteurs pour une transition agroécologique opérationnelle au Sénégal.

Ces différentes échéances permettront de consolider les acquis de la caravane 2025 et de poursuivre la construction d'une vision partagée pour une agriculture sénégalaise durable, résiliente et souveraine.

## Annexes : Résultats des travaux de groupe

A - Foncier	A.1.1. Finaliser la réforme foncière à travers l'organisation de consultations citoyennes et inclusives pour réviser la Loi sur le domaine national (loi 64-46 du 16 JUIN 1964 relative au domaine national)
	A.7.1. Adopter et mettre en œuvre la LOASPH
	A.4. Renforcer la sécurisation foncière, à travers <ul style="list-style-type: none"> <li>• La simplification et l'accélération des procédures de délibérations des terres par les collectivités territoriales (A.4.1.)</li> <li>• L'accompagnement pour la sécurisation foncière à travers le plaidoyer, et la sensibilisation des populations sur les procédures de sécurisation foncière et de mise en valeur (A.4.2.)</li> </ul>
B – Forêts et agroforesterie	B.1.1. Préserver les forêts en luttant contre la déforestation, les feux de brousse, et le déclassement, et organiser la restauration des forêts avec des campagnes de reboisement
	B.1.3. Organiser la gestion durable des ressources forestières, à travers la mise en place et/ou la redynamisation des conventions locales de gestion des ressources naturelles, la sensibilisation des populations sur les rôles et responsabilités du citoyen dans la gestion des ressources naturelles, et la promotion de l'intercommunalité.
	B.1.1. Promouvoir l'intégration de l'arbre dans les systèmes de production (terrestre, marine et côtière), à travers des pratiques telles que l'agroforesterie, la Régénération Naturelle Assistée (RNA) et le reboisement d'espèces adaptées, accompagnées de la formation des communautés (suivi reboisement et RNA) et de modalités de récompenses des producteurs et communes engagés.
	B.1.3. Promouvoir des périmètres agroécologiques intégrées (vergers intégrés, arboriculture fruitière, maraîchage, élevage)
C - Eau productive	C.1. Renforcer l'accès à l'eau (en quantité et qualité suffisante, et à moindre prix), à travers : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la construction d'ouvrages de récupération, de stockage et de valorisation de l'eau pluviale et des eaux usées, ainsi que la multiplication d'ouvrages hydrauliques agricoles, d'infrastructures de proximité (puits, mini forages) et de systèmes d'irrigation durables et adaptés (C.1.1., C.1.3. et C.1.4.)</li> <li>• la généralisation de la baisse et l'harmonisation du coût de l'eau productive (C.1.2.)</li> <li>• la vulgarisation des bonnes pratiques agroécologiques de lutte contre la salinité de l'eau et des sols (C.3.1.)</li> <li>• l'appui au transfert d'eau entre localités (C.1.6.)</li> </ul>
	C.4. Promouvoir la gestion durable de l'eau, à travers <ul style="list-style-type: none"> <li>• la formation et l'accompagnement des communautés sur la gestion collective de l'eau et la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) locale (C.4.2. et C.6.)</li> <li>• la sensibilisation et l'accompagnement des producteurs sur l'utilisation rationnelle des eaux productives à travers l'usage de nouvelles technologies agricoles (goutte à goutte, etc.) et l'utilisation de cultures et de pratiques</li> </ul>

	économiques en eau et de pratiques qui facilitent la recharge de la nappe (zaï, demi-lune, cordon pierreux) (C.4.1. et C.4.3.)
D - Semences	D.2.2. Encourager la recherche-action et l'autoproduction des semences paysannes adaptées aux conditions pédoclimatiques, avec la mise en place d'unités de multiplication gérées par des producteurs semenciers locaux
	D.3.1. Collaborer avec la recherche (ISRA) pour favoriser la mise à disposition d'intrants productifs, et notamment de semences certifiées adaptées aux conditions pédoclimatiques de la zone, et leurs fiches techniques
	D.1.1. Sécuriser et protéger le patrimoine génétique, à travers la reconnaissance légale, l'homologation et la labellisation des semences paysannes.
E - Biofertilisants	E.1.1. Appuyer et accompagner l'autoproduction locale de biofertilisants avec la mise en place d'unités locales de production d'engrais organique et de compost
	E.3.1. Avoir un cadre normatif et législatif pour le contrôle qualité des intrants organiques, et des biofertilisants de manière générale (notamment les boues de vidange qui peuvent contenir des agents pathogènes)
	E.2.2. Renforcer l'information sur la disponibilité et l'utilisation optimale des engrais organiques, à travers des champs d'application et des échanges paysans-paysans
F - Bio-protecteurs	F.1.1. Former les producteurs/productrices à la production de bio-protecteurs
	F.2.1. Mettre en place des mesures réglementaires pour l'installation d'usines de production d'intrants organiques
	F.4.1. Renforcer le contrôle sur l'introduction et l'utilisation des intrants agricoles chimiques dans le pays
G - Transfo	G.1.1. Développer l'industrialisation locale à travers la mise en place d'unités de transformation des produits agroécologiques, de conditionnement et de stockage, afin de i) augmenter la valeur ajoutée, ii) faciliter la consommation hors saison, et iii) éviter les pertes post-récolte.
H - Commercialisation	H.1.1. Appuyer le développement de labels locaux et/ou nationaux pour les produits agroécologiques et bio
	H.3.3. Mettre en relation les acteurs de l'agroécologie avec les marchés institutionnels pour favoriser l'écoulement des produits agroécologiques à travers les commandes publiques locales et nationales (cantines scolaires, hôpitaux, restaurants des services publics, universités, prison, caserne etc.) et renforcer la consommation des produits agroécologiques
	H.2.1. Favoriser la mise en réseau et l'organisation des acteurs sur toute la chaîne de valeur des produits agroécologiques, notamment à travers la création de coopératives de production et de commercialisation.
I - Consommation	I.2.4. Eduquer, sensibiliser et conscientiser les consommateurs (y compris les enfants) sur l'importance d'une alimentation saine, durable et nutritive, sur la plus-value sanitaire, environnementale et économique de la consommation des produits agroécologiques, et sur les dangers de la consommation des produits issus de l'agriculture conventionnelle
	I.1.1. Promouvoir le consommateur local
	I.2.1. Mettre en place des contrats de vente des produits agroécologiques avec les structures étatiques (hôpitaux, universités, cantines scolaires, etc.)

J - Formation / accompagnement	J.1.1. Renforcer les capacités des producteurs.trices sur les pratiques AE (fabrication et utilisation de biofertilisant solides et liquides, biopesticides/bioprotecteurs et compost, sur le reboisement, la gestion de l'eau, et sur la sélection, la production et la conservation des semences paysannes...)
	J.3.1. Accompagner et former les jeunes et les femmes aux pratiques agroécologiques
	J.3.2. Intégrer l'agroécologie dans les curricula scolaires et de formation (université ou structures de formation professionnelle) avec le renforcement ou la mise en place de modules sur l'AE
	J.7.1. Faciliter l'accès au matériel agricole adapté à l'agroécologie, notamment à travers sa subvention
K - Politiques publiques	K.6.1. Créer un fond d'investissement pour l'agroécologie
	K.5.1. Mettre en relation les acteurs de l'agroécologie avec les marchés institutionnels pour favoriser l'écoulement des produits agroécologiques à travers les commandes publiques locales et nationales (cantines scolaires, hôpitaux, restaurants des services publics, universités, prison, caserne etc.) et renforcer la consommation des produits de l'agroécologiques
	K.4.1. Renforcer le contrôle sur l'introduction et l'utilisation des pesticides chimiques dans le pays
L - Dynamique organisationnelle	L.3.5. Autonomiser et renforcer les organisations socioprofessionnelles
	L.2.2. Organiser les acteurs en filières.
	L.1.2. Améliorer le fonctionnement et l'organisation du travail au sein des DyTAEL existantes : élaborer un plan d'action, définir une méthode de travail, constituer des groupes de travail thématiques avec une répartition des responsabilités entre les organisations membres, ...
	L.1.1. Faciliter la mise en place des DyTAEL dans les zones où il n'y en a pas encore (Kédougou, Lac de Guiers, Matam, Médina Yoro Foula, Oussouye, Saitn Louis, Sédhiou, ...), en débutant par faire un diagnostic du milieu (détecter les acteurs potentiels, les ressources et atouts du milieu...)
M - Energies renouvelables	M.1.1. Appuyer et accompagner la mise en place de systèmes solaires d'accès à l'eau agricole au niveau des périmètres agricoles
	M.2.1. Appuyer et accompagner la mise en place de clés de séchage modernes en aluminium pour remplacer le bois dans le fumage du poisson
	M.2.2. Valoriser les sous-produits du secteur agro sylvo pastoral et halieutique (ASPH) en biogaz, combustible durable alternatif pour la protection des ressources forestières
N - Pêche et aquaculture durables	N.1.1. Valorisation des sous-produits halieutiques à travers la production de biofertilisants agricoles (usage de la coque d'huître comme amendement /engrais organique), la production d'énergie (méthanisation), l'alimentation du bétail, la confection de produits cosmétiques, ou encore l'artisanat
	N.2.1. Promouvoir la pisciculture comme une alternative pour réduire la pression sur la ressource halieutique, notamment à travers le développement d'alternatives durables pour l'alimentation (entomoculture, etc.)
	N.3.1. Veiller à l'application des mesures et lois qui régissent la pêche, notamment à travers le développement et la mise en œuvre d'une stratégie de



	sensibilisation des du secteur sur les méthodes de pêche plus durables et responsables afin de limiter les pertes de poissons juvéniles
O - Production animale	O.1. Amélioration de l'aménagement du territoire et de la sécurisation du foncier pastoral, à travers <ul style="list-style-type: none"><li>• la mise en place d'outils efficaces et durables (PAOS, Unités Pastorales, ...) (O.1.1.)</li><li>• la délimitation d'espaces dédiés exclusivement à l'élevage (parcours de bétail et zones de pâturage), et à la transhumance (pistes), et l'aménagement d'infrastructures pastorales (marchés, parcs, etc.) (O.1.2. et O.1.3.)</li><li>• la production de cultures fourragères pour faciliter la stabulation des animaux tout en restaurant les écosystèmes (niébé fourrager, ou maralfalfa dans les zones d'eau de surface) (O.1.4.)</li></ul>
	O.2.1. Promouvoir des pratiques d'élevage saines et durables et les approches One Health
	O.2.2. Intégration des principes agroécologiques et des anciennes bonnes pratiques agro-pastorales (contrat de parcage etc) dans le code pastoral en cours de révision
	O.3.1. Promotion de l'intégration agriculture – élevage, notamment pour la production de biofertilisant